

SYNDICAT DÉPARTEMENTAL  
D'ÉLECTRIFICATION  
ET D'ÉQUIPEMENT RURAL

—

## Extrait du registre des délibérations du Comité syndical

### Réunion du lundi 8 avril 2024

Date de convocation : 6 mars 2024	Nombre de membres { présents : 48 absents : 35
Nombre de membres en exercice : 83	
Date de publication : 18 avril 2024	

Décision ADOPTÉE : { Voix POUR : 48  
Voix CONTRE : 0 – Délibération n° C2024-12  
Abstentions, blancs ou nuls : 0

#### OBJET : Programme Bornes de recharge 2024 (VE 2024)

L'an DEUX MIL VINGT-QUATRE, le HUIT du mois d'AVRIL, lundi à 9 heures 12 minutes, les membres du Comité du SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ÉLECTRIFICATION ET D'ÉQUIPEMENT RURAL DE LA CHARENTE-MARITIME se sont réunis à Saintes, au complexe Saintes Vegas, sous la présidence de monsieur François BRODZIAK, Président, suite à une convocation du 6 mars 2024.

ÉTAIENT PRÉSENTS : 48 délégués, formant la majorité des 83 membres en exercice

Mme ADOLPHE Mariette, déléguée de la commune de SAUJON  
M. BARATHIEU André, délégué du canton de Tonnay-Charente  
M. BERTRAND Marc, délégué du canton de Pons  
M. BOUCHET Jean-Pierre, délégué du canton de Pons  
M. BOURSIER Daniel, délégué du canton de Marans  
Mme BRANCHEREAU Christine, déléguée du canton de Saintonge Estuaire  
M. BRODZIAK François, délégué du canton des Trois Monts  
M. ACHAT Alain, suppléant de M. CABRI Christophe, délégué du canton de Jonzac  
M. CAUSSIN Jean-Pierre, délégué du canton de Matha  
M. CROUZET Jacques, délégué du canton de Thénac  
M. DAVIAUD Alain, délégué du canton de Thénac  
M. DE BLEECKER Hervé, délégué de la commune de PUILBOREAU  
Mme DEMENÉ Lydie, déléguée du canton de Tonnay-Charente  
Mme FALCONNET Marie-Line, déléguée du canton de Matha  
M. FOURRÉ Jean-Luc, délégué du canton de Chaniers  
M. GAILLOT Bruno, délégué du canton de l'Île d'Oléron  
M. GARDELLE Jérôme, délégué du canton de Thénac  
M. GARDIEN Maurice, délégué du canton de La Jarrie  
M. GOUSSARD Jean-Paul, délégué du canton de l'Île de Ré  
M. JOURDAIN Serge, délégué du canton des Trois Monts  
M. JUSTINIEN Rémi, délégué de la commune de TONNAY-CHARENTE  
M. KINDER Alain, délégué du canton de Saint-Porchaire  
M. LANNELONGUE Xavier, délégué du canton de La Jarrie  
M. LESAUVAGE Thierry, délégué de la commune de ROCHEFORT  
M. LESPINASSE Sylvain, délégué du canton de Chaniers  
M. LOUX Gilbert, délégué de la commune de ROYAN

M. LUCAZEAU Christian, délégué du canton de Saintonge Estuaire  
Mme LYONNET Marcelle, déléguée du canton de Châtelailon-Plage  
M. MARTAIL Alain, délégué de la commune de DOMPIERRE-SUR-MER  
M. FRADIN Daniel, délégué du canton de La Tremblade  
M. MASERO Michel, délégué du canton des Trois Monts  
M. MICHAUD Jacky, délégué du canton de Saint-Porchaire  
M. ORGERON Patrick, délégué de la commune de PÉRIGNY  
M. PETIT Jean-Jacques, délégué du canton de Châtelailon-Plage  
M. PETIT Jean-Marie, délégué de la commune de MARENNES-HIERS-BROUAGE  
M. PICOT Jean-Pierre, délégué du canton de l'Île de Ré  
M. PROUTEAU Jacky, délégué du canton de Saint-Jean-d'Angély  
M. REMPAULT Michel, délégué du canton de Marennes  
M. LORAND Jean, suppléant de M. ROBIN Patrick, délégué de la commune d'AYTRÉ  
M. ROUYER Denis, délégué du canton de Marennes  
M. TAUNAY Dominique, délégué du canton de Saujon  
M. TERRIEN Joël, délégué de la commune de SAINTES  
M. VACHON Bernard, délégué du canton de Chaniers  
M. VALLÉE Michel, délégué du canton de Saintonge Estuaire  
M. VENNER Gilles, délégué du canton de Matha  
M. VILATTE Gérard, délégué du canton de Châtelailon-Plage  
Mme VISSAULT Isabelle, déléguée du canton de Lagord  
M. ZÉLIE Roger, délégué du canton de l'Île de Ré

ÉTAIENT ABSENTS OU EXCUSÉS : 35 délégués.

M. BERTAUD Christophe, délégué de la commune de LA ROCHELLE, excusé  
M. BRIDIER Patrice, délégué du canton de l'Île d'Oléron  
M. BRUNET Elisée, délégué du canton de l'Île d'Oléron, excusé  
M. BURNET Alain, délégué de la commune de ROCHEFORT  
M. CADOT Matthieu, délégué du canton de Saint-Jean-d'Angély, excusé  
M. CALMONT Bruno, délégué du canton de Surgères, excusé  
M. CÉNÉRINI Gilles, délégué du canton de La Tremblade  
M. COULON Thierry, délégué de la commune de CHÂTELAILLON-PLAGE, excusé  
M. DAUGY Emmanuel, délégué du canton de La Tremblade, excusé  
M. DAVIET Laurent, délégué de la commune de SAINTES  
M. DELAGE Stéphane, délégué du canton de Marennes  
M. DEVOUGE Stéphane, délégué de la commune de VAUX-SUR-MER  
M. DURESSAY Julien, délégué de la commune de ROYAN  
M. FERRET Bruno, délégué du canton de Marans  
M. GARRAUD Patrick, délégué du canton de Saint-Porchaire, excusé  
Mme GRATTE Annie, déléguée du canton de Marans, excusée  
M. GEOFFROY Pierre, délégué du canton de Saint-Jean-d'Angély, excusé  
M. GLENEAUD Jacques, délégué du canton de Lagord  
M. GUÉGO Dominique, délégué de la commune de LA ROCHELLE  
M. GUIGNOUARD Philippe, délégué de la commune de LAGORD  
M. GUILBERT Eric, délégué de la commune de SAINT-PIERRE-D'OLÉRON  
M. INÈS Richard, délégué du canton de La Jarrie, excusé  
M. LAMOUREUX Pascal, délégué du canton de Saujon  
M. LANGLAIS Jean-Charles, délégué du canton de Pons, excusé  
M. LEDUC Neven, délégué du canton de Surgères, excusé  
M. MAINDRON Bernard, délégué du canton de Jonzac, excusé  
M. MICHAUD Régis, délégué du canton de Marans  
M. MOUTARDE Jean, délégué de la commune de SAINT-JEAN-D'ANGÉLY  
M. PELLETIER François, délégué du canton de Surgères, excusé  
M. PETITFILS Franck, délégué du canton de La Jarrie, excusé  
M. PHILBERT Patrick, délégué de la commune de NIEUL-SUR-MER, excusé  
M. ROUSSEAU Jean-Yves, délégué de la commune de SURGÈRES  
Mme SIMON Nathalie, déléguée de la commune de SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE  
M. VALLÉE Gilles, délégué du canton de Tonnay-Charente, excusé  
Mme VALLIER Marie-Hélène, déléguée du canton de Jonzac

Monsieur Jean-Luc FOURRÉ, délégué du canton de Chaniers, est élu secrétaire de séance, à l'unanimité.

M. le Président rappelle que le SDEER est en passe d'être concerné à divers titres par le déploiement des bornes de recharge de véhicules électriques :

- L'infrastructure initiale de 57 bornes de recharge rapide (36 kW) et une borne de recharge à haute puissance (> 100 kW), prévue depuis 2017 avec la contribution financière du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, est désormais achevée ;
- Un plan de déploiement de 27 nouvelles bornes de recharge rapide (36 kW) a été présenté dans le cadre d'une part du *Plan de relance* de l'Etat consacré aux communes rurales ; et devrait être achevé en 2024 ;
- Hors plans de déploiement, l'installation de bornes de recharge est sollicitée par des communes ayant transféré leur compétence IRVE au SDEER : 10 bornes sont d'ores et déjà en service, 5 autres sont en passe de l'être et des contacts sont pris pour une quinzaine d'autres bornes ;
- Le SDIRVE en passe d'être adopté par le SDEER pourrait révéler des besoins de déploiement de plusieurs centaines de points de charge, dont un certain nombre de projets à porter par les collectivités.

M. le Président propose au Comité syndical de maintenir le principe de l'aide à l'installation de bornes de recharge aux communes qui lui auraient transféré la compétence de recharge publique de véhicules électriques, pour des bornes qui ne feraient pas partie d'un schéma d'implantation décidé par le SDEER. Sur demande de la commune, le SDEER installerait les bornes de recharge et solliciterait une contribution de 80 % du prix de la fourniture, installation et mise en service (hors subventions éventuelles).

En outre, pour les communes qui conservent le bénéfice de la TCCFE, le SDEER solliciterait :

- une contribution de 80 % du montant des coûts de raccordement au réseau public de distribution d'électricité ;
- une contribution annuelle de :
  - o 500 euros pour chaque borne de recharge normale ;
  - o 1 500 euros pour chaque borne de recharge rapide.

M. le Président propose au Comité syndical que, au titre d'un programme 2024, une enveloppe de dépenses de 300 000 euros fasse l'objet de décision d'attribution par le Bureau.

Enfin, M. le Président propose au Comité de donner mandat au Bureau pour poursuivre la sollicitation de l'Etat, du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, du Conseil départemental de Charente-Maritime, de l'Avere-France ou tout autre organisme pour toute subvention pour l'extension de l'infrastructure de recharge de véhicules électriques réalisée par le SDEER, par le biais de toute convention, si nécessaire.



LE COMITÉ SYNDICAL, APRÈS AVOIR ENTENDU CET EXPOSÉ ET APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ DES MEMBRES PRÉSENTS :

Adopte l'ensemble des propositions qui lui ont été faites concernant le programme Bornes de recharge 2024 (VE 2024).

*Fait et délibéré, les jour, mois et an ci-dessus, tous les membres présents ayant signé le registre.*

*Le Président,  
François BRODZIAK*

*Le secrétaire de séance,  
Jean-Luc FOURRÉ,  
Vice-président*